Un plan sur 3 ans

Par JFB le lun 31/05/2010 - 14:14

Réformes fiscales

Depuis les dernières élections législatives, après une campagne électorale plutôt silencieuse, aboutissant à un résultat politique sans précédent depuis le changement de régime, la machine des propositions de loi du nouveau gouvernement s'est mise en route. Si les grandes lignes de développement du Fidesz sont communiquées à grands coups de mots chocs: comme "redynamisation de l'économie", "sécurité de l'emploi" et "diminution de la bureaucratie", les réels changements envisagés restent obscurs.

Il est encore difficile pour le gouvernement de parler de changements concrets avant de connaître la situation financière précise du pays, d'autant plus que les "non-promesses" de la campagne permettent au Fidesz de rester vague dans ce domaine. On connaît en revanche ses premières propositions pour enclencher le redémarrage de l'économie. Il s'agit premièrement de la diminution des charges des ménages et des PME, soit une vaste réforme fiscale, gage de création d'emplois et du redémarrage d'une économie souffrante. Ce projet de réforme sur 3 ans débuterait en juillet et comprendrait la simplification et l'abattement des impôts et des cotisations. Or les objectifs stricts du déficit public empêchent cette année la réalisation de changements radicaux.

En Hongrie, jugée par l'OCDE comme ayant le plus fort taux d'imposition sur le revenu comparativement à des pays de niveau économique similaire, il existe au total 52 catégories d'impôts, dont 12 à 16 seront remis en cause au cours des 3 années à venir, souligne György Matolcsy, le futur ministre de l'économie. Le nouveau système favorisera les familles nombreuses, allègera les charges patronales et imposera les secteurs noir et gris grâce à l'introduction de taux préférentiels dans les secteurs du tourisme, de la restauration, du bâtiment et de l'agriculture. La base de calcul de l'impôt sur le revenu à partir d'un montant super-brut des salaires, comprenant ainsi les charges patronales, sera supprimée, et les tranches d'imposition seront revues à la baisse pour alléger les charges des ménages. Les familles nombreuses pourront choisir entre l'imposition individuelle et

l’imposition familiale, calculée à partir des revenus globaux d’un couple, et bénéficier de réductions en fonction du nombre d’enfants. Notons que ce système, s’inspirant de l’exemple français et ayant un potentiel effet positif sur la démographie hongroise, avait déjà été présent au Parlement par le KDNP en 2007. Il sera donc de retour en 2011. Or, d’un point de vue purement économique, il n’est jamais opportun d’intégrer directement des objectifs sociaux au système fiscal.

En guise de deuxième étape des réformes, le gouvernement envisage de retoucher aux cotisations patronales pour atteindre, à long terme, une réduction de 5 à 10 points. D’après les statistiques officielles les plus récentes, le taux de chômage s’élève à 11,8% en Hongrie, soit le taux le plus élevé depuis 16 ans. Cependant les acteurs économiques estiment qu’à l’heure actuelle le taux réel culmine autour de 16-17%, 1 million de personnes ayant perdu leur emploi depuis le début de la crise. Avec l’allègement des charges patronales, le gouvernement espère inciter les PME, employant 80% des salariés hongrois, à redynamiser leur activité en augmentant leurs effectifs. De plus, ces mesures permettront au gouvernement d’accomplir d’autres objectifs comme la transparence fiscale et une réduction des effectifs de l'administration publique, ce qui contribuera à la baisse les dépenses centrales.

Les avis des experts sur les propositions fiscales du Fidesz sont toutefois partagés. Alors que, partout en Europe, les pays élaborent des réformes fiscales de plus en plus sévères pour pouvoir sortir de la crise, la Hongrie, souffrant de dettes et d’un déficit considérables, essaye quant à elle d’introduire des allègements. Zoltán Pitti, expert de l’Université Corvinus de Budapest et interviewé par MTI-Management Forum, souligne que, faute de désigner des objectifs stratégiques sur le long terme, c’est toujours le budget qui en payera le prix. La solution pour une redynamisation de l’économie pourrait commencer par la simplification du système fiscal, comme le Fidesz l’a exposé lors de sa campagne électorale. Car le système actuel, exigeant de nombreuses démarches administratives, met à mal la rentabilité des PME et favorise l’intérêt des grandes entreprises.

Les éventuelles ressources de la réforme fiscale restent désormais à concrétiser car, à court terme, cet abattement d’impôts pèsera fortement sur le budget de l'État, strictement limité en 2010 par les objectifs du déficit plafonné à 3,8%. Or le maintien d’une vision positive de l'avenir inciterait l’afflux des capitaux étrangers et donc accélérerait la croissance.

Kata Bors

- 1 vue

Catégorie
Agenda Culturel